

**SYNTHESE DE LA REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION**  
**QUATRIEME CYCLE D'ANALYSE DES MARCHES 4, 5 ET 6**  
**MARCHES PERTINENTS DU HAUT ET DU TRES HAUT DEBIT**  
**BILAN ET PERSPECTIVES**  
**JUILLET 2013**

DEGROUPEMENT

Le dégroupage de la boucle locale cuivre est la principale offre de gros régulée du marché français, permettant de fournir un service Internet à dix millions de ménages et générant un chiffre d'affaire de quatre milliards d'euros par an. Trois axes nous semblent devoir être renforcés au cours de la prochaine analyse de marché :

- Donner aux acteurs une visibilité pluriannuelle sur les évolutions tarifaires du dégroupage,
- Rendre plus efficace le processus de production d'accès afin de diminuer le montant des FAS,
- Permettre aux opérateurs alternatifs d'intervenir en SAV au sous-répartiteur (comme pour le FTTH).

ZONE NON DEGROUPEE

Sur la zone non dégroupée, soit environ 20% des ménages, Orange est en situation de quasi monopole sur les marchés de gros et de détail sur le fixe, avec maintenant une contagion sur le mobile. L'existence d'une telle zone réservée pose un problème concurrentiel sérieux. Pour le résoudre, il serait nécessaire de :

- lever les limites actuelles de rythme de production par Orange sur les offres LFO et pour la construction des espaces d'hébergement dégroupage,
- formuler une offre d'hébergement dégroupage et de collecte LFO tarifées en fonction de l'usage effectif (par exemple par tranche de 5% des lignes dégroupées) sur les plus petits répartiteurs.

GENIE CIVIL

L'offre de génie civil fonctionne désormais de manière relativement satisfaisante pour le déploiement de boucles locales optiques desservant les abonnés finaux. Certains processus opérationnels restent néanmoins à optimiser (informations préalables, branchements finaux).

Par ailleurs, il n'est pas exclu qu'Orange « fixe » ait pu développer des stratégies visant à ralentir indûment le développement de boucles de collecte alternatives et le raccordement optique des BTS par ses concurrents mobiles, afin de préserver la position d'Orange « mobile ». Ces freins doivent être levés.

BOUCLE LOCALE OPTIQUE

Nous ne pensons pas indispensable de basculer d'un cadre de régulation de la fibre optique aujourd'hui symétrique vers un cadre asymétrique. En revanche, le cadre symétrique en vigueur, élaboré alors que le marché de gros ne représentait que quelques millions d'euros par an, est insuffisant maintenant que les montants sont cent fois supérieurs. Il doit être précisé par deux décisions :

- une décision « économique », fixant les règles de comptabilisation des coûts pertinents, ainsi que les bornes aux seins desquelles chaque opérateur est libre de fixer ses tarifs d'accès, de maintenance ou de renouvellement de droits d'usage ; la publication d'un modèle réglementaire paraît indispensable,
- une décision « fonctionnelle », fixant la liste minimale des prestations devant figurer dans les offres de référence, les normes techniques et protocoles à respecter ainsi que les indicateurs et performances minimales de qualité de service.

**Question 1 : les contributeurs sont invités à commenter les évolutions envisagées en faveur de l'extension du dégroupage.**

Iliad réitère sa réponse à la consultation publique relative aux perspectives attendues en termes d'extension du dégroupage pour le cycle à venir d'analyse des marchés :

- les incitations à l'extension du dégroupage mises en place par l'Arcep ont rempli en partie leurs objectifs passés en permettant de dégroupier des NRA de plus en plus petits ; les principaux opérateurs alternatifs dégroupent 80% des lignes,
- mais Orange a réussi à équiper en DSL la totalité des répartiteurs dès la moitié de la dernière décennie alors que les opérateurs alternatifs n'ont pas été mis en capacité de dégroupier plus de la moitié des répartiteurs, une décennie plus tard,
- en zone de dégroupage, la part de marché de l'opérateur historique est de l'ordre d'un tiers sur le marché du DSL, alors qu'en zone non dégroupée sa part de marché est supérieure à 70%.

Au rythme et conditions actuelles du dégroupages, la plupart de ces zones resteront non-dégroupées : limite à 650 nouvelles commandes LFO par an sur environ 9 000 NRA encore à dégroupier.

Les objectifs de la régulation pour le prochain cycle d'analyse de marché devraient être le dégroupage de l'intégralité des répartiteurs. Pour ce faire nous demandons :

- la suppression des limites de commande LFO et d'espaces d'hébergement afin de pouvoir étendre le dégroupage d'au moins 2 000 NRA par opérateur (ce qui suppose de réaliser 3 000 études préalables)
- l'introduction d'une possibilité de commande ferme groupée LFO + hébergement, avec prestation de désaturation de l'hébergement si besoin ; la possibilité de commander globalement des lots de NRA (plutôt que des commandes unitaires par NRA)
- pour les NRA de moins de 800 lignes, une révision du prix LFO et hébergement avec une tarification proportionnelle à l'usage effectif (prix en fonction du nombre de lignes dégroupées ou par tranche de 5% du nombre de lignes du NRA cible).

**Question 4 : l'Autorité invite les opérateurs à lui faire part de leurs remarques concernant les perspectives envisagées pour le dégroupage opérationnel et à soulever le cas échéant des points non identifiés dans le présent document.**

VDSL sur ligne indirecte

Iliad souhaite que l'introduction du VDSL2 aux lignes en « distribution indirecte » soit étudiée dans les meilleurs délais. Aucune raison particulière ne s'oppose, a priori, à un tel élargissement et cette limitation peut aboutir à traiter différemment des lignes à proximité les unes des autres sans que cela soit compréhensible par leurs utilisateurs.

Commande groupée hébergement et LFO

Afin de faciliter les processus administratifs de commande d'accès et de collecte, Iliad demande la création d'une commande unique hébergement-collecte. Une telle commande permettrait de coordonner les commandes d'étude ainsi que les périodes de commande ferme des prestations. La pratique actuelle de commandes multiples peut, en effet, aboutir à l'impossibilité de commander une prestation d'hébergement tant que l'étude relative à la collecte n'est pas achevée et vice-versa.

Par ailleurs, afin de résoudre les éventuels cas de saturation des espaces d'hébergement, Iliad demande la proposition d'une offre de désaturation avec des droits de suite applicables en cas d'utilisation de l'espace d'hébergement par tout opérateur commercial y compris l'opérateur historique.

Evolution du réseau d'Orange

Le processus de dégroupage des nouveaux NRA (dont les NRA-xy) est particulièrement laborieux, impossibilité de commander plus de 6 mois à l'avance, manque d'information sur la présence de fibre, etc.

Nous demandons que le processus de dégroupage de nouveaux NRA soit indentique au processus NRA-MED (mêmes délais, commande groupée, outils informatiques, etc.).

Les seules modifications à apporter sont :

- transmettre aux opérateurs le NRA de rattachement et la longueur de fibre ainsi que son tarif prévisionnel,
- lorsque le NRA-xy n'est pas fibré, l'indiquer également et, dans cette hypothèse, notifier la création du NRA-xy avec un préavis de 18 mois et ce, afin que l'opérateur puisse réaliser les études de déploiement et de collecte optique et, le cas échéant, faire les travaux).

#### Dématérialisation des commandes

Afin de faciliter les échanges administratifs avec l'opérateur historique dans le cadre des commandes d'hébergement, Iliad demande que soit mis en œuvre un processus de dématérialisation des commandes.

#### Délai de carence pour les demandes de rendez-vous de construction de lignes

Lorsque la livraison d'une Liaison nécessite une intervention préalable chez le Client Final sur la Desserte Câblée, cette intervention est exclusivement réalisée par l'opérateur historique sur rendez-vous pris par l'opérateur alternatif.

Iliad constate que le délai minimal entre la date de fixation du rendez-vous et le premier rendez-vous disponible est de huit jours ou de six jours en souscrivant une offre particulière. Pour ses propres besoins, l'opérateur historique n'est soumis à aucun délai minimal. Ce dernier justifie l'application d'un délai de carence aux opérateurs alternatifs par le défaut de qualité des commandes d'Accès passées par les opérateurs alternatifs et la nécessité de contrôler la nécessité ou non d'une intervention chez le Client Final.

Si une différence de qualité des commandes passées par un opérateur peut justifier un traitement différencié des opérateurs, les critères d'appréciation de qualité des commandes ainsi que les notes permettant de passer d'un traitement à un autre sont inconnus des opérateurs alternatifs.

En conséquence, à la différence de l'opérateur historique, les opérateurs alternatifs ne sont pas en mesure d'identifier les points à améliorer pour bénéficier d'un traitement plus avantageux et n'ont pas la possibilité de vérifier ou non la satisfaction des critères concernés tant pour eux-mêmes que pour les propres besoins de l'opérateur historique.

Les critères d'appréciation de qualité des commandes devraient être définis par l'ensemble des opérateurs sous l'égide de l'Autorité. Les résultats des opérateurs alternatifs devraient leur être communiqués régulièrement pour leur permettre de contrôler leur niveau de qualité de commandes et améliorer le cas échéant celui-ci. Les résultats de l'opérateur historique devraient être communiqués aux opérateurs alternatifs pour mesurer le respect par celui-ci de ses propres exigences de qualité.

#### Attribution du ND définitif

Les commandes d'accès dégroupés s'appuient sur un Numéro de Désignation de la liaison à dégroupier :

- soit directement fourni par l'opérateur alternatif,
- soit fourni par l'opérateur historique lorsque l'opérateur alternatif ne connaît que l'adresse du local du Client Final.

Le Numéro de Désignation fourni par l'opérateur historique est :

- soit un numéro de désignation fourni par l'opérateur historique, il est alors désigné « ND de routage ».
- soit le Numéro de Désignation de la Liaison inactive préexistante, le ND est alors fourni avec le commentaire « Inactive ».

Le ND de routage est remplacé par un nouvel ND lorsque l'Accès Total est fourni sur une Liaison activée ou réactivée à la demande de l'opérateur alternatif.

Le ND « Inactive » est systématiquement remplacé par un nouvel ND.

Le nouvel ND est fourni à l'opérateur alternatif en même temps que l'Accès Total est livré à ce dernier.

Les principales conséquences de ce changement de ND sont les suivantes :

- lorsque le ND provisoire correspond en fait à un ND sur une Liaison active, toute résiliation de l'Accès Total correspondant à ce ND provisoire emporte annulation de la commande en cours de traitement alors même que cette résiliation n'a aucun lien avec la commande en cours,
- le ND est dans l'ensemble des échanges entre l'opérateur alternatif ; l'opérateur historique relatif à une Liaison, l'opérateur alternatif doit donc modifier les données de son système d'information pour le mettre à jour avec celui de l'opérateur historique et assume seul les risques et frais de cette mise à jour.

Or, pour ses propres besoins, l'opérateur historique semble disposer dès la commande d'accès dégroupé du ND définitif y compris lorsque la commande concerne une Liaison devant être activée ou réactivée. L'opérateur historique n'encourt pas de risque d'annulation de ses propres commandes et n'a pas à gérer et assumer les conséquences d'un changement de ND.

La convention de dégroupage doit évoluer pour harmoniser les conditions de fourniture du ND définitif à l'opérateur historique et aux opérateurs alternatifs.

### SAV

Le processus SAV doit être complété par un mécanisme de recherche des perturbateurs de lignes lesquels peuvent être cause de dérangements successifs traités individuellement et donc être source d'inefficacité opérationnelle et financière.

Inversement, en cas de dérangement collectif constaté sur une zone, les éventuels SAV individuels ouverts concomitamment devraient être intégrés dans le traitement du dérangement collectif par l'opérateur historique. Toutefois, tout SAV individuel qui ne relèverait pas du dérangement collectif, serait réintégré dans le processus normal de traitement et de facturation des SAV.

### SAV et SAV +

ILIAD considère que les processus de SAV et SAV + ne sont pas raisonnables et sont discriminatoires. En effet :

- le processus impose dans une grande partie des cas un double rendez-vous client du fait des limites d'intervention des opérateurs alternatifs sur le réseau cuivre ;
- les limites de production conduisent à des délais d'intervention pouvant être très longs, souvent supérieures à la semaine pour les défauts non francs ;
- certains tarifs sont déraisonnables, en particulier le 186 € de la prestation SAV+, facturé même quand l'intervention ne permet pas de résoudre le problème.

Quelle que soit la procédure de SAV (Gamot ou SAV+), ILIAD doit vérifier la ligne en vue soit de prélocaliser le défaut, soit d'en contrôler la qualité. ILIAD peut être amené à intervenir chez son client final une première fois à cette occasion.

A l'issue de ce contrôle, ILIAD lance une procédure de SAV qui peut nécessiter une seconde intervention chez le client final ou de SAV + qui elle impose systématiquement une seconde intervention chez le client final.

Or, ces processus constituent une gêne pour le client final qui doit être présent à son domicile deux demi-journées ce qui est souvent incompris et mal vécu par le client final. Par ailleurs, l'opérateur historique ne propose aucune alternative permettant d'éviter le double rendez-vous chez le client final.

Les conséquences sont une absence de maîtrise des délais de réparation par les opérateurs alternatifs et un traitement discriminatoire des clients finals des opérateurs alternatifs. En effet, les clients finals de l'opérateur historique ne sont pas soumis à la contrainte du double rendez-vous, l'opérateur historique pouvant intervenir sur la ligne du client final dès le premier rendez-vous.

Afin de palier les problèmes de processus SAV (double rendez-vous, délais d'intervention, tarifs), ILIAD souhaite que les processus SAV et SAV+ soient modifiés pour permettre aux opérateurs alternatifs d'intervenir sur la ligne du client final dès le premier rendez-vous chez le client final en vue de contrôler, fiabiliser et le cas échéant réparer la ligne.

ILIAD rappellera à ce propos que dans sa décision 2011-0893, l'Autorité a prescrit à Free Infrastructure d'autoriser l'opérateur historique à réaliser le raccordement final aux motifs que le processus alors décidé par Free Infrastructure imposait deux rendez-vous chez le client final et qu'un tel processus avantageait l'opérateur d'immeuble qui pouvait limiter le nombre d'intervention chez le client final.

ILIAD considère donc que les processus SAV et SAV+ devraient être modifiés en vue de permettre autant que possible aux opérateurs alternatifs de contrôler et rétablir la ligne desservant un client final dès le premier rendez-vous chez ce dernier. Dès lors, les opérateurs alternatifs devraient être en mesure d'intervenir sur la ligne hors la présence d'un technicien de l'opérateur historique. Dans ces conditions, ILIAD estime que l'intervention des opérateurs alternatifs pourrait se limiter

- aux points de coupure passifs accessibles hors la présence d'un technicien de l'opérateur historique (sous-répartiteur, point de concentration) et
- au raccordement final et dispositif de terminaison (DTI).

Bien évidemment, comme pour le FTTH, ces interventions doivent être encadrées par un contrat de sous-traitance précisant les modalités opérationnelles et juridiques des interventions.

Free est déjà sous-traitant agréé de l'opérateur historique pour :

- la réalisation des câblages clients finals FTTH et les interventions aux points de mutualisation intérieurs FTTH (équivalent optique du PC sur le réseau cuivre)
- le brassage et le SAV aux points de mutualisation 300 lignes FTTH (équivalent optique du sous-répartiteur cuivre),
- le SAV au PC cuivre.

Iliad a montré sa capacité à respecter les règles d'intervention fixées par l'opérateur historique. L'extension du domaine d'intervention aux sous-répartiteurs cuivre n'est donc pas déraisonnable.

#### Prévisions

L'opérateur historique soumet la fourniture des Accès dégroupés et le respect du délai de fourniture des Accès à la remise préalable de prévision par les opérateurs alternatifs. A défaut, l'opérateur historique n'est pas tenu de livrer les accès dans les délais prévus et peut appliquer des pénalités pour ressources non utilisées.

L'opérateur historique justifie les demandes de prévisions afin de pouvoir « *anticiper les ressources nécessaires pour répondre aux commandes* ».

Iliad considère que les demandes de prévision sont aujourd'hui obsolètes et relèvent seulement de la volonté de l'opérateur historique de disposer d'informations privilégiées sur l'activité commerciale de chacun des opérateurs alternatifs.

D'une part, à aucun moment la convention d'accès à la boucle locale d'Orange ne tient compte du fait que :

- cela fait désormais plus de 10 ans que les opérateurs alternatifs commandent des accès à Orange,
- le nombre d'accès haut débit sur la boucle locale d'Orange excède 22 millions,
- l'accès au haut débit est un bien de consommation courante<sup>1</sup>,
- l'accès au haut débit concerne l'intégralité du territoire.

D'autre part, l'opérateur historique dispose de plus de 10 années d'expérience dans la livraison d'accès haut débit, a la connaissance de la saisonnalité de production des accès, des zones denses et moins denses en volume de productions des accès. Il est également le seul opérateur à disposer des informations concernant l'ensemble des opérateurs

---

<sup>1</sup> « En 2012, 78 % des personnes âgées de 15 ans ou plus et résidant en France métropolitaine déclarent avoir un accès à Internet à leur domicile, contre 54 % en 2007 et seulement 12 % en 2000. Dans 97 % des cas, il s'agit d'une connexion haut débit. Les plus jeunes sont les plus équipés (tableau 1) : le taux d'équipement culmine à 96 % pour les moins de trente ans, reste supérieur à 85 % avant 60 ans, puis diminue à 62 % entre 60 et 74 ans et chute à 23 % à partir de 75 ans. (...) Seuls 3 % déclarent ne pas avoir Internet du fait de l'absence de haut débit à proximité de leur résidence. » - Insee Première – n°1452 – Juin 2013 -

utilisateurs de la boucle locale cuivre : opérateurs alternatifs et surtout sa propre branche de détail qui dispose d'une part de marché dsl supérieure à 40%.

L'opérateur historique dispose déjà de l'ensemble des informations nécessaires à la production des accès à la boucle locale et au dimensionnement des ressources nécessaires à la production de ces accès.

Enfin, l'accès internet étant désormais un bien de consommation courante, l'opérateur historique sait qu'il est susceptible d'intervenir pour produire des accès haut débit sur l'ensemble du territoire dans quasiment l'ensemble des foyers.

Dans un tel contexte, il importe peu à l'opérateur historique de connaître le volume de commandes d'accès de tel ou tel opérateur alternatif puisqu'en tout état de cause, les accès seront globalement commandés par l'ensemble des opérateurs.

Dès lors, la fourniture de prévisions par les opérateurs alternatifs n'apporte aucune information nouvelle à l'opérateur historique et ne sert qu'à lui communiquer des informations lui permettant de mesurer l'activité commerciale de chacun des opérateurs alternatifs.

Inversement, les opérateurs alternatifs ne disposent ni d'information équivalente aux informations relatives au haut débit dont dispose l'opérateur historique, ni d'information susceptible de les renseigner sur l'activité commerciale de leurs concurrents.

Dans ces conditions, le respect des délais de fourniture des accès ne devrait plus être soumis à la fourniture préalable de prévisions de commandes et aucune pénalité pour non consommation de ressources ne devrait être applicable.

Toutefois, si l'opérateur historique maintenait sa demande de disposer de prévisions, celui-ci ne devrait avoir que des prévisions agrégées tous opérateurs commerciaux y compris la branche de détail de l'opérateur historique. L'agrégation des prévisions pourrait être confiée à un tiers telle que l'Autorité. Chaque opérateur commercial communiquerait à l'Autorité ses prévisions de commandes laquelle communiquerait à l'opérateur historique des prévisions agrégées et pourrait en retour en contrôler le respect et les variations. Si effectivement les prévisions aboutissaient à une non consommation de ressources significative, les opérateurs concernés pourraient être redevables de pénalités à due proportion des écarts constatés.

Une telle méthode permettrait de s'assurer, d'une part, que l'opérateur historique ne dispose pas d'informations excédant ce dont il a réellement besoin pour exécuter ses prestations et, d'autre part, d'assurer un traitement non discriminatoire dans la prise en charge des éventuelles ressources non consommées.

Enfin, si les prévisions doivent permettre à l'opérateur historique de dimensionner suffisamment les ressources à mettre en œuvre pour exécuter ses prestations, il appartient à l'opérateur historique d'effectivement prévoir les ressources correspondantes suffisantes. Dans ces conditions, les opérateurs alternatifs devraient être en mesure de faire appel aux ressources de l'opérateur historique dans les mêmes conditions que ce dernier et donc de pouvoir réserver des rendez-vous dans les 7 jours suivant le jour où ils effectuent leur recherche de plages horaires disponibles. Les opérateurs alternatifs ne devraient pas avoir à attendre que l'opérateur historique réserve ou mobilise des ressources pour répondre à leurs demandes.

#### Qualité de service

En cas de commande d'accès activé, une date prévisionnelle de production de l'accès est fournie ce qui n'est pas le cas pour les commandes d'accès dégroupés. En conséquence, l'opérateur n'est pas en mesure d'informer efficacement ses abonnés entre la validation de la commande et la livraison de l'accès dégroupé ce qui est source d'incompréhension par les abonnés et d'inefficacité commerciale.

**Question 5 : les contributeurs sont invités à commenter les deux scénarii envisagés pour l'émergence de services de médias audiovisuels dans la zone non dégroupée et à comparer de leur point de vue ces scénarii en fonction de leur faisabilité, de leur coût, de la rapidité de leur mise en œuvre et de leur impact.**

LIAD réitère sa réponse à la consultation publique relative aux perspectives attendues en termes d'extension du dégroupage pour le cycle à venir d'analyse des marchés.

L'analyse de marché est limitée à la disponibilité ou non d'offres de services de communication audiovisuelle et ne tient pas compte du fait qu'en zone non-dégroupée la demande n'est pas tant de disposer de ces services que de disposer des mêmes offres qu'en zone dégroupée.

Quelle que soit la nature des services audiovisuels proposés en bitstream (télévision linéaire ou seulement des services délinéarisés), proposer de tels services imposerait aux opérateurs alternatifs de développer des solutions techniques destinées à proposer des services de communication audiovisuelle à des conditions déraisonnables :

- ces solutions techniques n'existent pas à ce jour et les opérateurs alternatifs auraient à en supporter les coûts de développement dans un délai compatible avec la disponibilité des services proposés par Orange ; l'analyse de marché ne comprend aucune proposition de calendrier permettant de garantir aux opérateurs alternatifs un délai suffisant pour développer de telles solutions avant qu'Orange ne puisse commercialiser ses services de communication audiovisuelle à partir de NRA non-dégroupés.
- ces solutions techniques ne permettront de proposer ces services qu'à un nombre restreint d'abonnés dans des zones où Orange dispose de plus de ... % de parts de marché sans que la disponibilité de tels services constituent un produit d'appel vers les offres des opérateurs alternatifs ; l'analyse de marché est silencieuse à ce sujet,
- les opérateurs alternatifs resteront dépendant techniquement et financièrement de l'offre de gros proposée par Orange pour la VOD et la TVR sans capacité de se différencier ; comme nous l'a cruellement enseignée l'expérience du bitstream bi-VC, l'adaptation par Orange de sa solution technique pour répondre aux demandes de tous les opérateurs alternatifs est illusoire, l'analyse de marché ne comprend aucune proposition d'obligation qui serait imposée en ce sens à Orange.

L'analyse de marché omet qu'en réalité la demande concerne le débit disponible et son libre usage et ne se réduit pas à la disponibilité de la VOD ou de la TVR. Les usages ne se cantonnent pas qu'aux seuls services audiovisuels, jeux en ligne, cloud personnel, domotique sont en effet des fonctionnalités très appréciées. En matière de vidéo, l'offre et la demande se diversifient et ne se limitent plus au simple broadcast d'un bouquet TV linéaire :

- développement du multi-équipement : passage d'un ou deux postes de télévision à plusieurs terminaux connectés (TV, tablettes, ordinateurs, mobiles en wifi, etc.) ; l'essor de la TV connectée peut être un facteur multiplicateur de la consommation vidéo et donc de bande passante,
- développement de la consommation simultanée des flux de communication audiovisuelle télévision, pc, tablette, le bitstream n'y répond pas en l'état, comme il n'est pas adapté au transport de flux multicast, ce que reconnaît Orange,

*« Un autre phénomène doit être pris en compte, celui du multi-équipement des ménages qui commence à peser significativement en termes de trafic. En effet, on est passé d'abord de l'ordinateur familial à l'ordinateur personnel avec l'ordinateur portable. Ensuite le développement des tablettes et des smartphones, qui s'ajoutent en général à un équipement préexistant et encore utilisé, accroît lui aussi l'utilisation d'Internet au sein d'un même foyer.*

*L'ensemble de ces évolutions conduit ainsi à un développement important du trafic entre les particuliers et Internet.*

*Ce multi-équipement engendre une consommation plus forte d'Internet, notamment de vidéo et devient sensible pour les opérateurs. En outre tout le trafic d'un foyer multi-équipé passe sur une seule ligne, généralement une paire de cuivre en ADSL, ce qui peut engendrer des problèmes de débit, d'autant que les tablettes, quoique potentiellement mobiles, sont de facto presque toujours utilisées en WiFi et passent donc sur les réseaux fixes. »*

#### RAPPORT

Les besoins en bande passante et leur évolution - Décembre 2012

[http://www.cgeiet.economie.gouv.fr/Rapports/2013\\_02\\_04\\_Besoins\\_Bande\\_passante.pdf](http://www.cgeiet.economie.gouv.fr/Rapports/2013_02_04_Besoins_Bande_passante.pdf)

- développement de la diffusion de flux audiovisuels directement par les éditeurs en lieu et place des opérateurs (cf. Cube Canal+, accords Canal sur Xbox)

*« Environ 80 % du trafic se concentre sur 25 grands fournisseurs de contenus, pour la plupart américains (Google, YouTube, Facebook, Yahoo, ...), même si quelques acteurs français du domaine de l'audiovisuel sont également dans le peloton de tête comme TF1, M6 ou Canal+.*

*Un seul acteur, Google, peut représenter à lui seul jusqu'à plus de 20 % du trafic entrant sur un réseau, essentiellement par le biais de sa filiale YouTube, spécialisée dans la mise en ligne de vidéos. »*

#### RAPPORT

Les besoins en bande passante et leur évolution - Décembre 2012

*« la majorité des possesseurs de TV connectées accéderont à internet sans passer par les portails des constructeurs, ni même en utilisant les navigateurs de leur box, mais en utilisant leur ordinateur ou un navigateur qui transformera la TV en moniteur »*

Philippe Torrès, Directeur Conseil et Stratégie de l'Atelier BNP Paribas

- développement de la vidéo haute définition

*« At the end of 2012, 74 percent of IP traffic and 94 percent of consumer Internet traffic originated from PCs.*

*By 2017, 49 percent of IP traffic and 39 percent of consumer Internet traffic will originate from non-PC devices (...). As in the case of mobile networks, video devices can have a multiplier effect on traffic. An Internet-enabled high-definition television that draws 30 minutes of content per day from the Internet would generate as much Internet traffic as an entire household today. »*

Cisco

- développement des usages de stockage et partage à distance (cloud, accessibilité à distance des données stockées dans la Freebox revolution, domotique) qui peuvent générer des échanges de données importants sur une longue durée,
- mise à jours des logiciels, vente en ligne, accessibilité de plus en plus dépendante d'un accès internet (sécurité des jeux vidéos, Xbox de Microsoft requérant un accès permanent à Internet, récente annonce Sony PS4 qui met en avant des accords avec des opérateurs).

Dans tous les cas, le bitstream ne répond en rien au développement des usages, les utilisateurs demandant plus de débit<sup>2</sup>. L'opérateur historique ne proposera une solution qu'aux opérateurs alternatifs alors que plus de la moitié des flux audiovisuels consommés n'auront pas été émis par les opérateurs mais directement par les éditeurs, les OTT (Google, Apple, Amazon, Netflix) voire les constructeurs.

En réduisant l'évolution du haut débit à une évolution de l'offre bitstream pour apporter une offre audiovisuelle incomplète ne répondant ni à la véritable demande audiovisuelle, ni à l'évolution des usages au cours du prochain cycle de marché, l'analyse de marché est incomplète.

**Question 6 : les contributeurs sont invités à commenter le dispositif envisagé par l'Autorité, au stade des perspectives, susceptible de contrôler le rythme de l'ouverture des services de medias audiovisuels par Orange dans la zone non dégroupée.**

Il est essentiel que l'opérateur historique ne soit pas en mesure d'ouvrir ses services de media audiovisuels tant qu'un NRA n'est pas dégroupé par au moins un opérateur alternatif pour les raisons suivantes :

- l'opérateur historique dispose d'une part de marché d'environ [80%] dans les zones dégroupées et comme indiqué précédemment, la seule fourniture de services audiovisuels par les opérateurs alternatifs à travers une solution alternative de type bitstream n'est pas suffisante pour inverser cette tendance ; l'analyse de marché n'apporte à ce sujet aucun élément de réponse ;
- les opérateurs alternatifs perdraient toute capacité de réagir en fonction de l'évolution des usages (multi-écrans, qualité audiovisuelle, stockage dans la box ou en ligne, etc.),

---

<sup>2</sup> « Près de la moitié (45 %) des ménages européens souhaiteraient passer à une catégorie supérieure d'abonnement Internet ou changer de fournisseur pour bénéficier d'une connexion plus rapide, la vitesse rattrapant le prix en tant que facteur déterminant le choix d'une formule d'abonnement.

Mme Neelie Kroes, vice-présidente de la Commission européenne, a déclaré à cet égard: «Les consommateurs se préoccupent de plus en plus de savoir si leur connexion Internet est assez rapide pour regarder des vidéos par exemple et, pour ceux qui gèrent une entreprise de chez eux, la vitesse constitue aussi un facteur de compétitivité. Désormais, lorsqu'ils font leur choix, les consommateurs s'intéressent autant à la vitesse qu'au prix». » - Commission Européenne - IP/13/660 08/07/2013



- le dégroupage demeure le seul moyen pour les opérateurs alternatifs de commercialiser des offres dont ils conservent la maîtrise intégrale et donc de proposer et d'adapter leurs offres et services pour continuer à répondre ou anticiper les usages,
- la disponibilité de services audiovisuels sur un NRA est toujours précédée d'une opticalisation des NRA pour la collecte des flux. Cette opticalisation s'effectue au moyen de ressources de nature à rendre éligible un site au dégroupage, tout en constituant un préalable à l'évolution vers le très haut débit. Permettre à l'opérateur historique de commercialiser ses services de media audiovisuels avant dégroupage reviendrait à sanctuariser ses parts de marché et lui enlever toute pression commerciale favorable à la recherche de solution de collecte optique pour le dégroupage. En effet, interdire à l'opérateur historique de commercialiser ses services de media audiovisuels tant qu'un NRA n'est pas dégroupé fait que l'opérateur historique a autant intérêt que les opérateurs alternatifs à dégroupier le NRA.

Par ailleurs, si l'analyse de marché relève effectivement les limites de production de l'offre LFO (650 NRA par an), les objectifs de la régulation devraient conduire l'analyse de marché à imposer à l'opérateur historique de supprimer cette limite de production en proposant des solutions alternatives de dégroupage des NRA à travers des processus industrialisés (cf. Question 1).

Enfin, l'analyse de marché ne doit pas sous-estimer et ne peut pas éviter d'évaluer la situation concurrentielle dans les zones non-dégroupées et la position prédominante de l'opérateur historique dans ces zones. Elle ne doit pas non plus sous-estimer les moyens mis en œuvre par l'opérateur historique pour freiner l'extension de la zone concurrentielle et préserver une zone de quasi-monopole sur le marché de détail.

**Question 9 : L'Autorité invite les contributeurs à commenter la proposition d'utilisation du génie civil aérien de desserte pour le raccordement en fibre optique des sous-répartiteurs concernés par les projets de montée en débit.**

Iliad partage la position de l'Autorité relative à l'utilisation du génie civil aérien pour relier en fibre optique le sous-répartiteur faisant l'objet d'un réaménagement. Le patrimoine de génie civil, souterrain comme aérien, de l'opérateur historique est issu pour une très large partie de l'ancien domaine public national des télécommunications, établi au moyen de prérogatives de puissances publiques. Son transfert à un acteur privé entraîne par conséquent des responsabilités particulières pour aboutir à une utilisation rationnelle et efficace de cet actif stratégique pour la continuité de l'activité de la Nation.

Ainsi que le souligne l'Autorité, tous les segments de la boucle locale de l'opérateur historique ont bien vocation à être mobilisés pour le passage de la fibre optique. Cette possibilité permettra certainement d'élargir le nombre de sous-répartiteurs susceptibles de faire l'objet d'opérations de montée en débit et donc d'accroître l'emprise du dégroupage préparatoire à l'arrivée du très haut débit.

**Question 10 : L'Autorité invite les contributeurs et en particulier les collectivités territoriales ayant réalisé des projets de NRA-ZO à se prononcer sur la possibilité, sous réserve du respect des règles de la commande publique, qui pourrait leur être offerte de faire entrer leur NRA- ZO dans le cadre réglementaire des NRA-MeD.**

Iliad est favorable à l'entrée des NRA-ZO dans le cadre réglementaire des NRA-MED favorable au dégroupage à travers un fournisseur unique hébergement/accès aux lignes dégroupés, la prise en compte de la situation des opérateurs alternatifs au niveau du NRA d'origine et des conditions financières d'accès uniformes sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Le relatif échec des projets de NRA à constituer une offre accessible aux opérateurs autre que l'opérateur délégataire est évident :

- NRA ZO  
1900 NRA-ZO installés depuis 2007\*  
343 NRA-ZO dégroupés\*, soit un taux de dégroupage de 18%
- NRA MED

200 en cours de réalisation<sup>3</sup> au T1 2013

184 seront au moins dégroupés par Free, soit un taux de dégroupage supérieur à 90%, les NRA-MED non-dégroupés par Free étant situés dans la zone arrière d'un NRA d'origine lui-même non-dégroupé.

Dès lors, la bascule des NRA-ZO dans le cadre NRA-MED serait raisonnable.

Par ailleurs, il serait souhaitable que soit menée une analyse des taux de dégroupage des NRA-Autre (nouveaux NRA créé par l'opérateur historique) dont les taux de dégroupage paraissent anormalement faibles.

<b>Question 12 : Les contributeurs sont invités à commenter cette analyse concernant un éventuel élargissement du périmètre de l'obligation d'accès au génie civil d'Orange pour tout déploiement de boucles locales optiques.</b>
--

Iliad partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle l'accès aux infrastructures de génie civil de l'opérateur historique, issues pour une part significative de l'ancien domaine public national des télécommunications, ne peut pas se limiter :

- aux infrastructures accueillant la boucle locale cuivre,
- aux infrastructures accueillant la boucle locale optique au-delà de l'emprise de la boucle locale optique.

Les opérateurs alternatifs seraient dépendants des choix de déploiements de l'opérateur historique pour la boucle locale optique lesquels seraient encore plus contraignants en cas d'arrêt ou dépose de segments de la boucle locale cuivre.

La superposition des réseaux de collecte et de boucle locale fait que la classification d'infrastructures de collecte ou de boucle locale est parfois aléatoire et empirique, l'opérateur historique restant le seul décideur. Dans le cadre de l'exécution de l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil de l'opérateur historique, cette situation peut amener ce dernier à rejeter des déploiements déjà réalisés au stade du dossier de fin de travaux quand bien même il aurait validé les études préalables. En pratique, l'opérateur qui déploie est le seul à subir les conséquences techniques, financières et temporelles d'une telle situation en étant contraint de déposer les câbles tirés et de reprendre ses déploiements.

Inversement, l'opérateur historique ne subit pas un tel aléa, ses déploiements de boucle locale optique requalifient automatiquement un tronçon de collecte en tronçon de boucle locale accessible à tous les opérateurs.

Cette situation est créatrice d'une discrimination entre l'opérateur historique et les opérateurs alternatifs et peut effectivement être résolue par l'intégration de la finalité du déploiement pour autoriser l'accès aux infrastructures de génie civil de l'opérateur historique :

- déploiement d'une boucle locale optique,
- raccordement d'éléments de réseaux distant,
- raccordement de clients d'affaires.

---

<sup>3</sup> Observatoire trimestriel des marchés de GROS de communications électroniques (services fixes haut et très haut débit) en France - Résultats du 1er trimestre 2013 - Publication le 30 mai 2013

**Question 13 : Les contributeurs sont invités à réagir sur la pertinence du périmètre géographique de la commande d'accès au génie civil au regard de leurs déploiements ou de leurs intentions de déploiements de boucles locales optiques. Les opérateurs sont également invités à identifier les éventuels freins attachés aux processus de commande d'accès présents dans l'offre et qui feraient obstacle au déploiement de nouvelles boucles locales optiques, notamment dans les zones moins denses du territoire.**

L'offre d'accès aux infrastructures de génie civil de l'opérateur historique pourrait être simplifiée ainsi qu'il suit :

– Plans itinéraires

commande de plans itinéraire pouvant couvrir simultanément une commune principale et toutes les communes environnantes jouxtant la commune principale et valant 1<sup>ère</sup> déclaration d'étude concernant la zone géographique définie dans la commande de plans itinéraire pour une durée de [6-8] mois

– Déclaration d'étude

suppression de la déclaration d'étude pour une commune dès lors que l'opérateur a déposé un dossier de fin de travaux

Selon l'offre de l'opérateur historique, la déclaration d'étude a pour objet :

*« - d'une part d'informer préalablement France Télécom des interventions pour Études sur ses Installations aux fins de contrôle ;*

*- d'autre part de permettre à France Télécom de fournir à l'Opérateur des éléments complémentaires utiles à la bonne réalisation des Études objet du présent article.*

*La Déclaration d'Études est un pré-requis à toute Commande d'Accès aux Installations. »*

Dès lors qu'un opérateur a réalisé des déploiements dans une zone donnée, il est susceptible d'intervenir dans les infrastructures de génie civil de l'opérateur historique à tout moment pour raccorder des immeubles ou des clients finals et pour entretenir ses déploiements. En validant le dossier de fin travaux, l'opérateur historique a connaissance des déploiements réalisés et est pleinement informé que l'opérateur peut être amené à intervenir sur son réseau et de la nécessité de fournir à ce dernier les éléments concernant la vie des infrastructures de génie civil.

– Commandes structurantes

Le processus des commandes structurantes est le suivant :

1. commande de plans itinéraires
2. déclaration d'étude
3. commande d'accès aux installations
4. déclaration de travaux
5. remise du dossier de fin de travaux

Le contrôle du respect des règles d'ingénierie est réalisé aux étapes 3 et 5 :

- contrôle par échantillonnage lors de l'étape 3,
- contrôle par échantillonnage lors de l'étape 5.

Ce processus de contrôle par échantillonnage fait supporter aux opérateurs alternatifs le risque que les déploiements réalisés soient déclarés non-conformes aux règles d'ingénierie lors de l'étape 5 malgré la validation de la commande d'accès aux installations en étape 3. Les conséquences sont alors les suivantes pour les opérateurs alternatifs :

- reprise des travaux de déploiements réalisés avec les éventuelles contraintes externes telles que les autorisations de voirie,
- prise en charge financière de l'intégralité des travaux de reprise,
- refus du dossier de fin travaux avec non-paiement des sous-tubages réalisés
- impossibilité d'exploiter les câbles déployés.

Or, il s'avère que les règles d'ingénierie peuvent faire l'objet d'une interprétation différente entre les opérateurs alternatifs et l'opérateur historique ainsi qu'entre les différentes UI de l'opérateur historique.

Aussi et au vu des faibles volumes de commandes structurantes depuis quasiment deux ans, les conditions de contrôle du respect des règles d'ingénierie pourrait évoluer de telle sorte que ce contrôle soit complet lors de l'étape 3. Ce contrôle complet permettrait :

- d'éviter pour les commandes structurantes qui sont les plus lourdes et les plus onéreuses, tout risque de déclaration de non-conformité à l'étape du dossier de fin travaux dès lors que les déploiements sont réalisés conformément à la commande d'accès aux installations validée par l'opérateur historique,
- une garantie d'application uniforme des règles d'ingénierie sur l'ensemble du territoire.

Ce contrôle a priori du respect des règles d'ingénierie pourrait s'accompagner d'un allongement du délai de validation de la commande d'accès pour le porter de 20 jours ouvrés à 30 jours ouvrés.

2011	2012					2013		
décembre	février	avril	mai	octobre	décembre	février	avril	juin
quelques dizaines	une dizaine	moins de 10	moins de 10	quelques unes une dizaine	quelques unes	quelques unes	quelques unes	une dizaine

Les données concernant les mois intermédiaires ne sont pas disponibles, l'opérateur historique ne communiquant les statistiques que pour le mois précédent la réunion multilatérale...

- Commande simple de raccordements d'immeubles / raccordements d'un client final
  - raccordement simple : déclaration mensuelle des raccordements effectués au cours du mois précédent (référence de la chambre de départ, diamètre du câble, adresse de l'immeuble raccordé)
  - l'offre d'accès aux installations de génie civil de l'opérateur historique repose sur une fiction selon laquelle chaque intervention d'un opérateur correspond à un nouveau déploiement. La finalité des déploiements n'est jamais prise en compte.

Lorsque les conditions de raccordement simple d'un immeuble ou d'un Client Final sont réunies, cela signifie que l'opérateur dispose d'un point de raccordement situé à moins de trois chambres de l'immeuble collectif ou individuel concerné, c'est-à-dire que cet opérateur dispose ou a accès à un réseau déjà déployé. La finalité de ce réseau est bien de raccorder les immeubles ou clients finals. Dans ces conditions, l'intervention de l'opérateur s'inscrit dans le cadre des travaux réalisés préalablement et il n'apparaît ni utile, ni nécessaire de demander à cet opérateur de passer une commande préalable d'accès aux installations de génie civil de l'opérateur historique pour raccorder l'immeuble ou un client final.

Par ailleurs, l'élargissement des déploiements FTTH aux immeubles individuels va multiplier inutilement les commandes de raccordement créant tant pour les opérateurs alternatifs que pour l'opérateur historique des contraintes administratives inutile :

- commande préalable de raccordement d'un immeuble ou d'un client final auprès de l'opérateur historique,
- durée de validité de la commande : 10 jours ouvrés
- en cas d'aléa, obligation pour l'opérateur de repasser une nouvelle commande pour le raccordement du même immeuble ou client final.

Une déclaration mensuelle des raccordements réalisés permettrait de simplifier ce processus en limitant le nombre de commandes passées et les jeux d'annulation/reprise/nouvelle commande. L'opérateur historique serait informé dans un délai très court des raccordements réalisés sans que cela nuise à la gestion de l'occupation du génie civil. Enfin, sur le contrôle du respect des règles d'ingénierie, il n'y aurait aucune différence entre une commande simple de raccordement et une déclaration mensuelle, le contrôle étant réalisé *a posteriori* pour les commandes simples.

<b>Question 15 : L'Autorité invite les acteurs à se prononcer sur le maintien de l'offre d'hébergement et à formuler des remarques concernant d'éventuelles améliorations.</b>
--

#### Maintien de l'offre d'hébergement au NRO

ILIAD partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle l'hébergement au NRO est une prestation complémentaire aux accès à la boucle locale et aux infrastructures de génie civil. L'opérateur historique dispose en effet de surfaces de nature industrielle établies du temps du monopole public au moyen de prérogatives régaliennes qui primaient sur les règles d'urbanisme et de copropriété. Aujourd'hui, l'établissement de ressources similaires est quasi-impossible en zone urbaine (raréfaction des surfaces de classe industrielle en centre ville, règles d'urbanisme contraignantes...) ainsi que dans des zones protégées. Dès lors, cette prestation ne peut être remise en cause. Elle doit au contraire s'inscrire dans la durée et être accessible à des conditions objectives, transparentes, non discriminatoires et à des tarifs reflétant les coûts.

Les NRO étant constitués des NRA existants de l'opérateur historique dans lesquels les opérateurs alternatifs disposent déjà d'équipements actifs raccordés à leur backbone, la suppression de cette prestation ou son défaut d'encadrement reviendrait

- à imposer aux opérateurs alternatifs de disposer de leurs propres NRO et réseaux de collecte alors même qu'ils ne sont pas en mesure de répliquer de telles infrastructures dans un délai compatible avec les déploiements menés par l'opérateur historique,
- à interdire aux opérateurs alternatifs de mutualiser autant que possible les installations dont ils disposent dans les NRA transformés en NRO ainsi que la collecte des flux en provenance des réseaux situés en aval des NRO.
- à augmenter substantiellement les coûts de déploiement du très haut débit supportés par les opérateurs alternatifs par rapport aux coûts supportés par l'opérateur historique.

En pratique, sans accès aux NRO de l'opérateur historique, les opérateurs alternatifs seraient privés de l'accès effectif aux réseaux très haut débit déployés dans le cadre du cofinancement.

#### Evolution de l'offre d'hébergement au NRO

L'offre d'hébergement au NRO repose aujourd'hui sur un choix de NRA dont les critères de sélection ne sont pas connus des opérateurs alternatifs. La capacité d'hébergement des opérateurs alternatifs dans les locaux des NRO ne figure pas parmi les engagements ou obligations de l'opérateur historique.

Si, pour le réseau cuivre, la capacité d'accueil d'opérateurs tiers n'avait bien sûr pas été prise en compte pour le dimensionnement des NRA, il n'est ni souhaitable, ni recommandé que les conditions historiques de déploiement des NRA soient reconduites. La transformation des NRO en NRA constitue une opportunité d'accueil des équipements d'opérateurs alternatifs à l'intérieur des locaux du NRO dans des conditions similaires à celles de l'opérateur historique. En effet, le choix d'un NRA transformé NRO dépend de la place disponible dans les locaux retenus pour accueillir les équipements très haut débit supplémentaires de l'opérateur historique et fait donc l'objet d'une étude préalable en ce sens.

Lors du choix d'un NRA à transformer en NRO, l'opérateur historique devrait tenir compte du nombre d'opérateurs alternatifs présents en dégroupage dans la zone d'emprise du NRO pour leur réserver une capacité d'accueil au NRO suffisante à leur hébergement.

Un tel processus permettrait d'optimiser les frais et délais d'études préalables à la transformation d'un NRA en NRO et à l'accueil des opérateurs alternatifs : une seule étude préalable tenant compte du nombre d'opérateurs alternatifs présents en dégroupage dans la zone d'emprise du NRO au lieu d'une étude pour les besoins de l'opérateur historique et d'autant d'études préalables qu'il y a d'opérateurs demandeurs d'espace d'hébergement dans le NRO et ce, sans garantie de disposer d'un tel espace !

### Suppression et déplacement des espaces d'hébergements dans les NRO

L'opérateur historique se réserve le droit de modifier ou supprimer des espaces d'hébergement dans les NRO, les opérateurs alternatifs devant alors supporter l'ensemble des frais de remise en état, de déménagement voire de recherche et d'installation de nouveaux espaces d'hébergement si l'opérateur historique considère ne plus pouvoir accueillir des équipements tiers dans ses locaux.

L'opérateur historique peut exercer ce droit à tout moment.

Si de telles dispositions sont normales au regard de la durée de vie espérée de la boucle locale optique, elles sont déraisonnables dans les premières années de la durée de vie du réseau. En effet, l'opérateur historique ne peut pas, d'une part, soumettre la mise disposition d'espaces d'hébergement dans les NRO à la réalisation d'études préalables, faisant elles-mêmes suite aux études de l'opérateur historique pour ses propres besoins de transformation d'un NRA en NRO et, d'autre part, modifier unilatéralement à court terme la disponibilité des espaces d'hébergement. De telles dispositions sont de nature à rendre inopérantes l'offre d'hébergement au NRO.

En cas de transformation par l'opérateur historique d'un NRA en NRO, la disponibilité des emplacements dans le NRO concerné ne devrait pas pouvoir être modifiée pendant une durée de dix ans suivant l'annonce par l'opérateur historique de la transformation du NRA en NRO.

### Préservation des droits acquis

L'opérateur historique soumet la conclusion du contrat d'hébergement au NRO à l'acceptation par les opérateurs alternatifs d'une clause d'intuitu personae selon laquelle l'opérateur historique se réserve la faculté de résilier le contrat d'hébergement au NRO en cas :

- de changement de contrôle d'un opérateur alternatif ou de forme de la société :  
l'opérateur historique n'a jamais apporté d'explication relative aux conséquences d'une évolution de la forme d'une société sur l'exécution du contrat (transformation d'une SA en SAS, d'une SARL en SA, etc.) ou ce qui était visé par l'évolution de la personnalité de la société ;
- de changement de la réputation financière d'un opérateur alternatif :  
le caractère subjectif des critères remet entre les seules mains de l'opérateur historique le pouvoir de résilier à tout moment le contrat d'hébergement. La réputation financière n'est pas définie et ne renvoie vers aucune définition ou aucun critère objectif ;
- la personnalité de la société :  
sauf à ce que l'opérateur historique puisse justifier de telles conséquences, l'évolution du capital d'un opérateur alternatif n'a aucune incidence sur les conditions d'exécution d'un contrat.

En cas de résiliation du contrat, l'opérateur alternatif est tenu de restituer à l'opérateur historique les espaces d'hébergement, n'a plus accès à la boucle locale et donc ne peut plus desservir ses abonnés.

Dans ces conditions, une telle clause est manifestement contraire :

- au principe même d'une offre imposée à l'opérateur historique : celui-ci ne peut pas refuser l'accès aux NRO aux opérateurs alternatifs souscrivant l'offre d'hébergement, la considération de la personne de l'opérateur alternatif n'est pas un critère d'accès à la boucle locale et aux espaces d'hébergement ; seule l'Autorité est compétente pour apprécier ce critère conformément aux dispositions de l'article L33-1 du code des postes et communications électroniques,
- au principe de sécurité juridique en faisant peser une incertitude sur la durée du contrat d'hébergement au NRO, ce dernier pouvant être résilié à tout moment par l'opérateur historique sur la base de critères subjectifs,
- au principe de non-discrimination en interdisant aux opérateurs alternatifs toute évolution de leur situation capitalistique alors même que l'opérateur historique conserve toute liberté de faire évoluer sa propre situation.

Une telle clause constitue indéniablement un obstacle au développement de l'hébergement au NRO et devrait être supprimé.

**Question 16 : l'Autorité invite les acteurs à formuler leurs remarques relatives aux pistes d'évolutions envisagées pour l'offre LFO et à proposer le cas échéant d'autres évolutions non identifiées dans le présent document.**

Nécessité de l'offre LFO

*« La collecte est élément essentiel à l'animation concurrentielle des territoires, aussi bien pour le dégroupage de la boucle locale cuivre que pour l'établissement de boucles locales optiques », ce coût de collecte peut « atteindre plus de 50% [des coûts du dégroupage ramenés à la ligne] pour un NRA de 100 lignes ».*

Le résumé de l'Autorité sur l'importance de la collecte et le coût que celle-ci peut représenter illustre et démontre l'importance de la collecte et ses limites actuelles. Dans sa consultation relative aux perspectives du dégroupage, l'Autorité considérait que, pour les petits NRA, le coût de la collecte constituait un frein à l'extension du dégroupage, avis partagé par l'ensemble des opérateurs alternatifs.

Or, la demande de débit des consommateurs reste croissante et va s'accroître avec notamment l'arrivée du VDSL, le très haut débit voire le très haut débit mobile qui vont nécessiter de mettre en place des capacités très importantes.

Les évolutions de l'offre LFO doivent répondre aux objectifs de la régulation, c'est-à-dire :

- de rendre économiquement dégroupables les zones non-dégroupées dans les délais les plus courts possibles,
- de participer à la résolution de la fracture numérique dans les meilleurs délais et favorisant le dégroupage et la collecte en fibre optique des petits NRA, première étape impérative à une évolution vers le très haut débit.

A ce titre, Iliad partage la première évolution identifiée par l'Autorité : l'offre LFO doit être une offre de collecte passive générique.

Les NRO étant des NRA transformés, les opérateurs alternatifs y disposeront dans la plupart d'entre eux de leurs propres équipements haut débit pour le dégroupage et plus de moitié des NRA sont collectés via LFO. Dès lors, limiter l'offre LFO à la collecte des flux en provenance de la boucle locale cuivre aurait les conséquences suivantes :

- l'opérateur historique pourrait seul mutualiser la collecte de l'ensemble des flux issus des boucles locales situées en aval du NRO,
- les opérateurs alternatifs présents au NRO devraient déployer leur propre collecte très haut débit alors même qu'ils disposeraient d'une collecte haut débit via LFO dans le même bâtiment,
- les opérateurs alternatifs seraient dans l'impossibilité d'accéder à la boucle locale très haut débit dans le même délai que l'opérateur historique compte tenu du temps nécessaire pour la réalisation d'un réseau de collecte parallèle.

Au demeurant, il convient de relever que le dégroupage, et partant de là stimulation du marché au bénéfice de l'innovation (TriplePlay, généralisation de l'abondance...) et de la desserte du territoire (près de 100% de couverture), n'aurait jamais rencontré le succès que l'on connaît sans réutilisation des ressources de collecte initialement déployées au titre de l'interconnexion téléphonique. En effet, la réutilisation des ressources initialement déployées au titre de l'interconnexion téléphoniques en vue de les mutualiser pour la collecte du trafic issu des accès dégroupés a été un facteur clé de succès du dégroupage, en optimisant et valorisant les investissements réalisés par les opérateurs.

Evolution des conditions tarifaires

La structure tarifaire de l'offre LFO, tarif au mètre, est un frein au NRA de petite taille. En effet, elle revient à appliquer des tarifs qui peuvent être disproportionnés à la taille du NRA à dégroupier et au nombre d'abonnés dégroupés qu'un opérateur peut raisonnablement espérer.

Les NRA restant à dégroupier sont situés dans l'équivalent de la zone moins dense très haut débit dans laquelle les points de mutualisation correspondent aux NRA de petite taille. Or, pour ces points de mutualisation, la structure tarifaire de l'offre d'accès ne correspond pas à une répartition à parts égales du prix entre les cofinanceurs mais est à due proportion de la part de marché espérée des cofinanceurs. Ces derniers peuvent souscrire au cofinancement par tranche de 5% ce que les opérateurs dont Iliad ont fait y compris dans des agglomérations de petite taille et où leurs parts de marché peuvent être relativement faibles.

Aussi et afin de favoriser le dégroupage des NRA de petites tailles, la structure tarifaire de l'offre LFO devrait évoluer pour être adaptée à la capacité des opérateurs alternatifs de financer la collecte. Dans ce contexte, les tarifs de la collecte pourraient être les suivants :

- pour les NRA accessibles à la suite d'opérations faisant appel à des aides publiques, les tarifs de l'offre de gros devraient être identiques à ceux en vigueur pour les NRA-MED
- pour les NRA accessibles indépendamment de toute opération faisant appel à des aides publiques, les tarifs de la collecte devraient être proportionnels au nombre d'accès activés par opérateur.

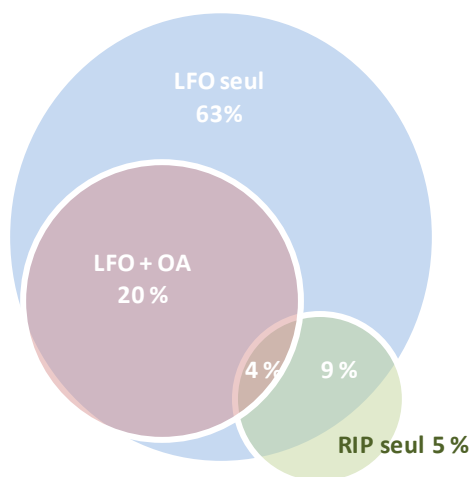
**Question 17 : les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'éventualité d'une analyse de marché spécifique au segment de la collecte.**

L'Autorité s'interroge sur les évolutions de l'offre LFO pour notamment assurer la collecte de trafic de données provenant de tous actifs situés en extrémité du lien et l'opportunité d'une éventuelle analyse de marché en ce sens.

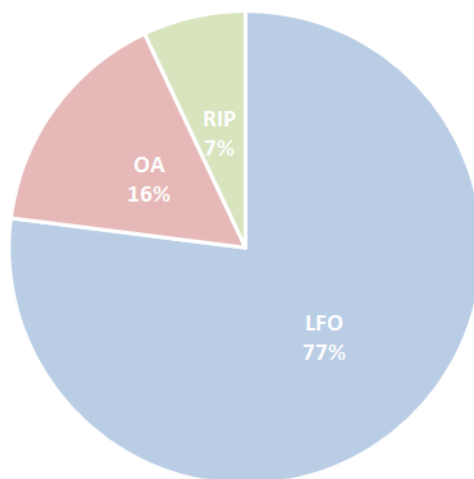
La situation de l'opérateur historique n'a pas évolué sur le segment de la collecte :

- le réseau de l'opérateur historique demeure essentiel à la collecte des NRA,
- la mise en place de solution concurrente à l'offre LFO n'étant pas devenue économiquement viable depuis la dernière analyse de marché,
- l'opérateur alternatif utilise l'offre LFO pour raccorder 70 à 80% des NRA,
- les opérateurs alternatifs n'ont accès à l'offre LFO pour raccorder que 20 à 30% des NRA.

Les graphiques ci-dessous illustrent la domination de l'offre de collecte LFO sur le marché français, en tenant compte de la consommation de France Télécom elle-même.



*Estimation de la disponibilité des offres de collecte en tenant compte de l'autoconsommation LFO par France Télécom*



*Estimation des parts de marché des différents offreurs en tenant compte de l'autoconsommation LFO par France Télécom*

A l'inverse, en aval du segment de la collecte, la situation de l'opérateur historique a commencé à se renforcer et n'évoluera que vers un renforcement de celle-ci. En effet, si l'opérateur historique opérerait la boucle locale optique, il sera également largement opérateur de la boucle locale très haut débit laquelle mutualise les points d'hébergement des équipements que sont les NRA en les transformant en NRO. L'offre LFO a déjà intégré cette évolution en permettant la collecte de trafic de données provenant des boucles locales haut débit et très haut débit. A l'instar de la collecte des flux haut débit, il n'y a pas d'alternative à la collecte des flux très haut débit par l'offre LFO.



Par ailleurs, si l'analyse de marché s'interroge sur la collecte des données en provenance des stations de base des réseaux mobiles, elle omet deux évolutions importantes :

- l'apparition de la 4G qui nécessite la collecte de données à très haut débit et donc le raccordement des stations de base des réseaux mobiles aux réseaux très haut débit existant ; si l'offre LFO constitue l'unique ressource pour la collecte des boucles haut débit et très haut débit, elle constituera de fait l'unique ressource de collecte des stations de base des réseaux mobiles très haut débit ;
- une évolution importante du marché de détail qui est le développement croissant des offres de convergence fixe-mobile. Les offres de convergence se multiplient, l'opérateur historique en est un acteur principal et les prévisions relatives à ces offres tendent à montrer que ces offres seront les plus nombreuses :
  - l'opérateur historique a connu en un an une croissance de 81% d'abonnés (3,8 millions au 30 juin 2013) à ses offres de convergence (Open) et celles-ci représentent quasiment 30% de sa base-client haut débit fixe représentant une progression de plus de 60 % en un an<sup>4</sup> ;
  - le cabinet Analysys Mason estime que 42% des abonnés haut débit ont souscrit une offre de convergence et que ce taux devrait atteindre 75% en 2017<sup>5</sup>.

Or, l'opérateur historique est à la fois incontournable sur le segment de la collecte et sur les marchés aval de gros et de détail.

La situation de l'opérateur historique, l'absence d'alternative à l'offre LFO et le caractère essentiel de la collecte font qu'une analyse de marché semblerait pertinente. Iliad estime que le traitement du segment de la collecte est essentiel et devrait être réalisé dans les plus brefs délais.

Toutefois, Iliad partage l'avis de l'Autorité selon lequel une telle analyse nécessiterait du temps et un processus long inadapté à l'évolution particulièrement rapide des marchés concernés. Un tel délai serait propice aux intérêts de l'opérateur historique et desserviraient les opérateurs alternatifs.

Dès lors, Iliad considère que le maintien de l'obligation de fourniture de l'offre LFO à l'issue de la présente analyse de marché est essentiel. L'offre LFO est un moyen efficace pour atteindre l'objectif de concurrence effective et loyale entre les opérateurs. Il serait également souhaitable que l'opérateur historique étudie dès à présent les conditions de collecte des données issues des éléments de réseaux situés en aval des NRA et NRO et propose une évolution de son offre de collecte LFO.

**Question 18 : Les opérateurs sont invités à décrire précisément les problèmes opérationnels rencontrés à travers l'offre de génie civil pour le déploiement de boucles locales dédiées et à proposer des pistes d'amélioration.**

**De manière complémentaire, les opérateurs peuvent spécifier les conditions à vérifier sur les processus de cette offre de génie civil afin de respecter les contraintes inhérentes aux appels d'offres du marché entreprise.**

Iliad renvoie à sa réponse à la question 13.

**Question 19 : Les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires concernant le déploiement de nouvelles infrastructures de BLOD concurrentes.**

Concernant les modalités de déploiement, Iliad renvoie à sa réponse à la question 13.

<sup>4</sup> « les offres quadruple-play Open représentent 29% de la base-clients haut débit fixe contre 18% un an plus tôt. » Orange – Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2013 – Communiqué de presse 25 juillet 2013

<sup>5</sup> « Fixed-mobile bundling has taken France and Spain by storm: European multi-play forecasts reveal the impact (...) Analysys Mason estimates that 42% of fixed broadband households in France bundled mobile voice contracts with their fixed broadband service at the end of 2012, and this will increase to 75% by the end of 2017. » [Analysys Mason](#) – 8 février 2013

Iliad considère que le véritable enjeu du déploiement de nouvelles infrastructures de BLOD concurrentes est la capacité pour les opérateurs alternatifs de collecter les flux issus de ces BLOD à partir des réseaux existants. Iliad renvoie à sa réponse à la question 17.

**Question 20 : les contributeurs sont invités à formuler leurs éventuels commentaires sur les délais de prévenance associés à la fermeture d'un NRA.**

Iliad partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle il est encore trop tôt pour définir les modalités de migration du cuivre vers la fibre et donc de définir les délais de prévenance associés à la fermeture d'un NRA.

Plusieurs critères pourraient moduler le délai de prévenance :

- le NRA est-il dégroupé ou non,
- depuis combien de temps le NRA est dégroupé,
- taille du NRA,
- identité du fournisseur de la collecte,

La fermeture d'un NRA non-dégroupé n'aura que peu d'effets sur les investissements des opérateurs alternatifs, ceux-ci n'étant pas présents aux NRA. Inversement la fermeture d'un NRA nouvellement dégroupés impactera les investissements les opérateurs alternatifs au risque même de ne pas avoir le temps d'amortir leurs investissements.

A ce stade et en l'absence d'analyse détaillée des conséquences de la migration du cuivre vers la fibre, Iliad considère donc qu'il convient de retenir un délai prudent qui ne peut pas être inférieur à 5 ans pour un NRA dégroupé depuis plus de 5 ans et un délai compris entre 5 et 10 ans pour un NRA dégroupé depuis moins de 5 ans.

**Question 21 : Les contributeurs sont invités à réagir sur les éléments présentés dans cette partie en lien avec la migration du réseau de cuivre vers les réseaux de fibre optique. En particulier, les opérateurs sont invités à préciser quels sont leurs besoins en termes de visibilité sur les déploiements (position des NRO, rythme de déploiement) et quelles sont les possibilités d'améliorer cette visibilité.**

Sur les choix des NRO, Iliad renvoie à sa réponse à la question 15.

Sur les informations fournies aux opérateurs dans le cadre du déploiement des réseaux très haut débit, Iliad distingue des informations communes fournies à tous les opérateurs et les informations complémentaires fournies aux opérateurs cofinanceurs d'un réseau très haut débit :

- informations communes à tous les opérateurs
  - Nombre d'immeubles conventionnés et emplacement,
  - Nombre de logements raccordables,
  - Emplacement et taille des points de mutualisation,
  - Emplacement des NRO de rattachement des points de mutualisation,
- informations fournies aux opérateurs cofinanceurs : schéma biennal de déploiement mis à jour semestriellement comprenant :
  - une prévision du nombre de NRO ouverts à 6, 12 et 24 mois
  - une prévision du nombre de points de mutualisations installés à 6, 12 et 24 mois
  - une prévision du nombre de logements couverts et raccordables à 6, 12 et 24 mois.

**Question 31 : L'Autorité invite les opérateurs et les collectivités territoriales concernées à lui faire part de leur analyse des enjeux et de l'impact d'un ajustement de la liste des communes des zones très denses.**

Iliad partage l'analyse de l'Autorité sur l'état des déploiements en zone très dense et plus particulièrement sur l'extrême faiblesse ou l'absence de déploiements dans les communes intégralement ou quasi-intégralement constituées de poches de basse densité.

Iliad estime qu'au terme du prochain cycle d'analyse de marché, l'état des déploiements dans les communes intégralement ou quasi-intégralement constituées de poches de basse densité devrait peu évoluer. En effet, si les actuelles conditions techniques et tarifaires du déploiement du très haut débit en zone très dense n'ont pas permis le démarrage du déploiement, ces mêmes conditions ne le permettront pas dans les prochaines années et aucune évolution n'est annoncée pour permettre de tels déploiements.

Dans les communes faisant l'objet de déploiements, c'est-à-dire dans lesquelles des travaux de pose de câbles en fibre optique ont été entamés, les déploiements se concentrent dans les poches de haute densité et le constat sur l'état d'avancement des déploiements dans les poches de basse densité est similaire aux communes intégralement constituées de poches de basse densité : les déploiements sont inexistantes ou quasi-inexistantes dans les poches de basse densité. Là encore, Iliad considère que la situation ne devrait pas ou peu évoluer au cours du prochain cycle d'analyse de marché, les conditions tarifaires de déploiements actuellement en vigueur en zone très dense ne permettent pas le démarrage des déploiements dans les poches de basse densité.

Aussi, Iliad considère qu'une modification de la liste des communes figurant en Annexe II de la décision 2009-1106 et donc le reclassement de ces communes en dehors de la zone très dense permettrait de remédier à la présente situation.

Concernant les communes constituées intégralement de poches de basse densité, leur maintien en zone très dense ne se justifie pas : un seul réseau sera déployé à partir de points de mutualisation d'au moins 300 lignes sur l'ensemble de ces communes à l'identique du réseau qui sera déployé dans les communes en dehors de la zone très dense. Or, si des opérateurs se sont engagés à cofinancer les déploiements très haut débit en dehors de la zone très dense, aucun opérateur ne s'est engagé à cofinancer les déploiements très haut débit dans une seule commune de la zone très dense intégralement constituées de poches de basse densité.

Concernent les communes constituées majoritairement ou quasi-intégralement de poches de basse densité, lorsqu'aucun déploiement en poches de haute et basse densité n'a été entrepris ou alors marginalement, c'est-à-dire dans lesquelles les travaux de pose de câbles en fibre optique n'ont pas débuté sur le terrain ou dans lesquelles moins de 10% des logements sont éligibles au très haut débit, ces communes devraient être basculées en dehors de la zone très dense.

Pour celles dans lesquelles plus de 10% des logements sont éligibles au très haut débit, leur bascule en dehors de la zone très dense paraît déraisonnable. Toutefois, les conditions techniques et tarifaires de déploiement dans les poches de basse densité ne peuvent demeurer inchangées au risque qu'aucun opérateur ne participe au cofinancement et finalement qu'aucun déploiement très haut débit n'y soit entrepris. Dès lors, pour les poches de basse densité, les conditions techniques et tarifaires de déploiement devraient être identiques à celles pratiquées en dehors de la zone très dense.

**Question 32 : L'Autorité invite les contributeurs à lui faire part de leur analyse sur la problématique de la complétude à terme des déploiements en zones très denses. En particulier, les opérateurs sont invités à faire part de leurs retours d'expérience sur les premiers déploiements de point de mutualisation desservant des immeubles de moins de 12 logements ou locaux à usage professionnel.**

Iliad partage l'avis de l'Autorité sur l'importance de la complétude des déploiements dans les poches de haute densité dans les zones très denses.

En effet, la situation dans laquelle les logements des immeubles de plus de 12 logements sont raccordables au très haut débit et les immeubles voisins de moins de 12 logements n'est pas satisfaisante et ne doit pas être durable.

Iliad propose un accès aux immeubles de moins de 12 logements dans les conditions suivantes :

- pour les immeubles raccordés à un réseau public d’assainissement visitable : à partir d’un point de mutualisation situé dans les limites de la propriété privée,
- pour les immeubles non-raccordés à un réseau public d’assainissement visitable : Iliad ne propose pas d’offre à ce jour
- pour le parc d’immeubles déployé avant la décision 2009-1106 de l’Autorité : à partir de PMGC.

Les difficultés rencontrées pour raccorder les immeubles de moins de 12 logements sont les suivantes :

- l’hétérogénéité de l’architecture de déploiement dans les poches de haute densité : interdiction d’installer un point de mutualisation dans les limites de la propriété privée quand bien même des points de mutualisation seraient situés dans les limites de propriété privée pour les immeubles à proximité immédiate,
- nécessité de raccorder un point de mutualisation extérieur situé dans les environs des immeubles,
- sans connaissance du positionnement des points de mutualisation extérieurs lors de la réalisation du câblage horizontal, impossibilité d’anticiper le déploiement nécessaire au raccordement des points de mutualisation extérieur et de réserver la capacité de raccordement correspondante,
- risque de cofinancement de points de mutualisation extérieurs inefficaces compte tenu des incertitudes relatives à la zone arrière de ces points de mutualisation et plus particulièrement des risques de chevauchement des zones arrière de plusieurs points de mutualisation extérieurs.

Deux solutions techniques n’ont pas ou peu été étudiées :

- raccordement de 100% des fibres déployées dans les immeubles par voie de soudure à partir d’un boîtier installé en chambre par l’opérateur d’immeuble,
  - pour les opérateurs PON :
    - le raccordement peut être réalisé sur fibres dédiées, le coupleur étant situé en amont du boîtier situé dans l’immeuble ou
    - directement sur une fibre en attente dans le boîtier situé en chambre, le coupleur étant alors installé dans un boîtier situé à l’intérieur de l’immeuble ;
  - pour les opérateurs point-à-point : le raccordement est réalisé sur fibre dédié dans le boîtier situé en chambre,
  - le réseau déployé dans l’immeuble est systématiquement un réseau quadri-fibres
  - quelle que soit la technologie, aucun brassage n’est nécessaire et le coût d’adduction de l’immeuble est partagé entre les opérateurs cofinanceurs,
- raccordement de 100% fibres déployées à partir d’un boîtier sans brassage installé dans les limites de la propriété privée, chaque opérateur commercial réalisant l’adduction de l’immeuble.

Ces solutions permettraient d’achever les déploiements dans les poches de haute densité selon une architecture de déploiement homogène et éviteraient la création et la pose de points de mutualisation extérieurs inefficaces.

Par ailleurs, le raccordement entre le réseau horizontal et le câblage client final dans des boîtiers situés dans les infrastructures de génie civil n’est pas une nouveauté technique. Il est déjà mis en œuvre y compris en zone très dense dans des zones où peuvent coexister un réseau mutualisé et des réseaux dédiés.

**Question 35 : l'ARCEP invite les opérateurs à faire part de leur réaction face à la perspective de tels travaux et, le cas échéant, à formuler des propositions pour l'intégration des BLOD dans les déploiements de BLOM. Plusieurs dimensions du problème sont à considérer, comme : la zone géographique (zones très denses ou zones moins denses), le segment de réseau (desserte, transport ou collecte), etc.**

Questions 34 & 35 : Iliad n'est pas opposé à l'émergence d'offres entreprises sur BLOM, soit directement, soit à la suite d'un rapprochement BLOD-BLOM, dans les conditions suivantes :

- la BLOM doit avoir été suffisamment dimensionnée dès l'origine pour desservir le marché résidentiel et le marché entreprise ; à défaut la desserte du marché résidentiel doit être prioritaire sur la desserte du marché entreprise, c'est-à-dire que la capacité nécessaire pour assurer la desserte résidentielle doit être strictement réservée à cet effet afin d'éviter les cas de saturation ayant pour origine la desserte d'entreprises,
- les opérateurs du marché entreprises utilisant la BLOM doivent participer au financement de la BLOM dans les mêmes conditions que les opérateurs du marché de détail cofinçant la BLOM,
- le prix du cofinancement de la BLOM applicable aux opérateurs de détail doit tenir du cofinancement de la BLOM par les opérateurs du marché entreprises.

**Question 36 : Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de compléter les outils de contrôle comptable et tarifaire concernant l'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées et également l'articulation entre régulation symétrique et asymétrique sur ce sujet.**

Les outils de contrôle comptable et tarifaire relatifs à l'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées doivent être renforcés et développés, d'un part, pour contrôler efficacement la règle selon laquelle « *les conditions tarifaires de l'accès au point de mutualisation doivent être raisonnables et respecter les principes de non discrimination, d'objectivité, de pertinence et d'efficacité* » et, d'autre part pour pérenniser les offres de cofinancement.

L'accès aux boucles locales optiques mutualisées est principalement proposé selon deux modes :

- accès à la ligne avec des tarifs unitaires mensuels aujourd'hui supérieurs à deux fois le prix du dégroupage du réseau cuivre,
- le cofinancement des déploiements lequel est basé sur une obligation de contribuer au cofinancement de très longue durée à la charge des opérateurs participants en contrepartie d'un prix pouvant évoluer annuellement.

L'évolution tarifaire est peu voire n'est pas encadrée, les plafonds pouvant évoluer en même temps que les tarifs eux-mêmes. En cas d'évolution tarifaire, à défaut d'accord sur cette évolution le cofinancier est libre de... résilier le contrat de cofinancement et donc de ne plus avoir accès au réseau très haut débit.

Par ailleurs, dans le cadre actuel de régulation symétrique, les opérateurs cofinanciers n'ont pas connaissance de la structure des coûts constituant l'assiette tarifaire, des coûts sous-jacents sont inconnus et, de fait, les conventions de cofinancement ne comprennent aucune stipulation susceptible d'assurer une quelconque visibilité et sécurité tarifaire.

Dans ces conditions, la pérennité du cofinancement des réseaux très haut débit n'est pas assurée alors même qu'il s'agit de participer au déploiement de réseaux susceptibles de remplacer les réseaux haut débit existant.

Les risques pour les opérateurs cofinanciers sont, progressivement ou brutalement, soit d'être contraints en pratique de participer au cofinancement du très haut débit à des conditions financières exorbitantes, soit de renoncer au cofinancement. Une telle situation ne ferait que renforcer de manière irréversible la situation concurrentielle des opérateurs déployant un réseau très haut débit. Seuls ceux-ci seraient alors en mesure de proposer sur les réseaux très haut débit qu'ils déploient en propre, des offres commerciales compétitives.

Iliad, souhaite que le dispositif réglementaire défini par les décisions homologuées 2009-1106 et 2010-1312 soit précisé et complété par une nouvelle décision à adopter sur le fondement des articles L.36-6 et L34-8 et L.34-8-3, et qui aura pour objet de

- définir la méthode de comptabilisation des coûts réglementaire applicable au FTTH,
- définir un processus d'audit des coûts du FTTH et de transmission périodique de ceux-ci à l'Autorité,
- de fixer un taux raisonnable de rémunération du capital pour les réseaux FTTH,

Ce dispositif réglementaire devrait être complété par la publication d'un modèle de coût générique d'un opérateur efficace, comme pour les autres marchés régulés (mobile, voix fixe, bitstream, ...). Il serait souhaitable qu'un lien puisse être fait entre ce modèle de coûts et les tarifs des principales offres du marché (les tarifs pouvant être bien raisonnablement supérieurs aux stricts coûts de production).

**Question 37 : Les contributeurs sont invités à commenter l'opportunité de compléter le cadre réglementaire ou de préciser sa mise en œuvre concernant les processus d'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées et le principe de non-discrimination.**

#### Définition des offres d'accès

L'accès aux réseaux très haut débit fait l'objet de conventions établies par les opérateurs d'immeuble auxquelles les opérateurs commerciaux doivent adhérer. L'adaptation de ces conventions aux demandes des opérateurs d'immeuble reste marginale, les opérateurs commerciaux n'ont en pratique qu'un pouvoir de discussion limité. En effet, la nécessité d'accéder aux lignes à très haut débit pour ne pas risquer d'être exclu du marché conduit les opérateurs commerciaux à accepter les conditions des opérateurs d'immeuble.

D'une part, cette situation aboutit de fait à une multiplication des offres d'accès qui, par manque d'harmonisation, peuvent constituer un frein relatif au très haut débit.

En effet, il existe de fortes disparités opérationnelles entre opérateurs d'immeuble (conditions de fourniture et d'accès aux informations préalables, informations préalables fournies, processus de commande, d'accès ou de SAV, etc.) qui, dans les faits, se révèlent contraires à une industrialisation des processus entre tous les opérateurs.

D'autre part, le déséquilibre existant entre l'opérateur d'immeuble et les opérateurs commerciaux fait que les conditions contractuelles généralement applicables procurent une sécurité juridique insatisfaisante et limitée :

- en permettant à l'opérateur d'immeuble de modifier unilatéralement des conditions essentielles telles que les structures tarifaires, les plafonds tarifaires, les principes des processus d'exploitation des lignes très haut débit, les informations nécessaires à l'exploitation des droits d'usage d'acquis  
en cas de désaccord sur une évolution imposée par l'opérateur d'immeuble, l'opérateur cofinanceur n'a pas d'autre choix que de renoncer au cofinancement du très haut débit,
- en ne définissant pas expressément les conditions de renouvellement des droits d'usage acquis telles que la durée et le prix.

Or, de telles conditions sont manifestement contraires tant à la politique générale de favoriser le cofinancement des réseaux très haut débit qu'au niveau d'engagement exigé des opérateurs cofinanceurs de participer pendant une longue durée (jusqu'à 20 ans) au cofinancement des déploiements réalisés sur la zone géographique concernée. Par ailleurs, la multiplication des opérateurs d'immeubles conduit à la publication d'offres nombreuses et variées dont l'étude, la discussion et les conditions d'exécution sont susceptibles de constituer un frein à leur souscription

Les risques sont qu'en pratique les contreparties accordées aux cofinanceurs des réseaux très haut débit soient réduites voire se dégradent avec l'évolution des offres d'accès et s'apparentent finalement à une quasi-subsidation des déploiements. L'apparition et la multiplication des frais annexes à l'exploitation des lignes très haut débit (frais de gestion, frais de communication des routes optiques, frais de SI, etc.) relèvent de ces pratiques. Les opérateurs cofinanceurs sont contraints de les accepter sauf à être « expropriés » des lignes très haut débit qu'ils ont pourtant financées.

Iliad constate que les opérateurs d'immeuble traitent de manière identique les opérateurs cofinanceurs et les opérateurs recourant aux offres d'accès à la ligne notamment en ce qui concerne la mise à disposition des informations préalables.

Or, une des contreparties du cofinancement est bien de disposer dans des conditions préférentielles des informations nécessaires à l'exploitation des lignes très haut débit. L'évolution des offres de cofinancement en fourniture parcellaire des informations des réseaux très haut débit (webservice incomplet, aucun descriptif de réseau fourni de manière dynamique, accès limité à l'historique des éléments constitutifs du réseau tel que les plans de câblage) et payante à chaque demande et utilisation des informations descriptives du réseau supprime une large partie de l'intérêt du cofinancement : elle réserve aux opérateurs d'immeuble les informations essentielles nécessaires à l'exploitation des réseaux déployés, elle constitue une rente à leur profit identique à celle correspondant aux « petits tarifs » du dégroupage.

Enfin, l'information des opérateurs commerciaux sur l'état des déploiements des immeubles y compris ceux situés dans la zone arrière d'un point de mutualisation déjà déployé est essentielle. Dans tous les cas, l'opérateur d'immeuble ne doit pas pouvoir commercialiser ses offres avant que les opérateurs commerciaux n'aient eu connaissance selon un délai raisonnable de préavis (i) que l'immeuble était en cours de déploiement et (ii) que le déploiement a été réalisé. Or, les conditions de fourniture des informations préalables sont limitées aux seuls points de mutualisation, demeurent imprécises (pas de définition claire de l'ouverture commerciale) et sont silencieuses sur le déploiement des immeubles dans les zones arrière de PM.

La pérennité du cofinancement et la sécurisation des conditions d'accès aux réseaux très haut débit nécessitent donc une définition impérative par l'Autorité des conditions essentielles des offres de cofinancement ainsi que de cycles précis d'informations préalables des opérateurs commerciaux.

#### Définition des processus d'accès

Les processus d'accès aux réseaux de boucles locales optiques mutualisées doivent comprendre *a minima* et sans surcoût :

- les informations à jour et détaillées des déploiements réalisés à l'intérieur des immeubles permettant d'identifier les lignes existantes et les lignes à construire préalablement à la passation des commandes d'accès avec les caractéristiques nécessaires à leur exploitation ou construction,
- un outil automatisé de fourniture des informations précitées.

Iliad estime que la définition des processus d'accès doit continuer à résulter du travail conjoint des opérateurs mais devrait être encadrée et contrôlée régulièrement soit directement par l'Autorité, soit par un comité d'experts pour s'assurer de l'efficacité des travaux menés.

Le fonctionnement actuel du Groupe Interop' n'est pas satisfaisant, ses travaux sont un non-choix de processus et consistent à définir des échanges basés sur une addition de données communiquées par les opérateurs d'immeuble. L'exemple le plus récent est le traitement des immeubles comprenant plusieurs points de mutualisation, aucun processus n'a été défini et les solutions proposées ne répondent pas aux besoins et modes de fonctionnement de tous les opérateurs.

L'encadrement par l'Autorité devrait prendre la forme d'une décision fixant notamment les informations relatives aux déploiements devant impérativement être fournies par les opérateurs, les données invariantes telles que la référence des points de terminaison d'accès ou des points de mutualisation, les informations fournies dans les *webservices* d'éligibilité ainsi que les modalités de communication aux abonnés de la référence du point de terminaison optique situé dans leurs locaux (étiquetage du point de terminaison, courrier *ad hoc*, etc.).

Un tel contrôle permettrait également de définir concomitamment des indicateurs de performance pouvant être mis en œuvre par l'ensemble des opérateurs, offrant ainsi un moyen de contrôle effectif des processus d'accès.

Il est impératif que ce suivi et ce contrôle des processus d'accès interviennent le plus rapidement possible afin d'éviter que les processus mis en place soient trop lourds et complexes à modifier pour en permettre le contrôle.

Iliad souhaite que le dispositif réglementaire défini par les décisions homologuées 2009-1106 et 2010-1312, ainsi que par la décision « coûts » évoqué en réponse à la question précédente, soit précisé et complété par une nouvelle

décision à adopter sur le fondement des articles L.36-6 et L.34-8 et L.34-8-3, et qui aura pour objet de préciser le contenu fonctionnel des offres FTTH :

- les informations préalables devant être transmises par l’opérateur aux tiers :
  - informations préalables au cofinancement (emprise du déploiement, rythme prévisionnel, ...)
  - informations préalables à la commande d’accès (prises déjà existantes, adresse, références et localisation des points de brassage, de mutualisation ou d’aboutement, obligation ou non de proposer un webservice d’éligibilité, ...)
- les conditions essentielles d’une offre de cofinancement raisonnable :
  - droits et limites des droits d’usage pour les cofinanceurs (résidentiel, entreprises, stations mobiles, ...)
  - durée minimale des droits de l’accès aux lignes cofinancées
  - encadrement des conditions de renouvellement de ces droits
- les principaux processus de l’offre d’accès ainsi que l’obligation (ou non) de se conformer à des spécifications issues de tel ou tel groupe de travail
  - processus de commande, de résiliation, d’annulation des accès qualité de service, SLA
  - processus de commande et de production des raccordements finals,
  - processus de commande, de production et de contrôle du brassage aux points de mutualisation,
  - processus de rétablissement (écrasements à tort, CLNS, erreur de brassage)
  - SAV et de maintenance des accès FTTH.

**Question 38 : Les contributeurs sont invités à réagir sur l’analyse de l’ARCEP concernant les conditions permettant l’émergence et le développement des offres activées à très haut débit fixe.**

Iliad partage l’analyse de l’Autorité selon laquelle il n’est pas nécessaire d’imposer une quelconque obligation spécifique de fourniture d’offres d’accès au très haut débit activées. Iliad considère également que les offres activées pénaliseraient les déploiements très haut débit et renforceraient la position des opérateurs déployeurs.

En premier lieu, Iliad considère que de telles offres constitueraient un coup d’arrêt au cofinancement des déploiements très haut débit par les opérateurs. Le déploiement du très haut débit repose sur le cofinancement des réseaux par les opérateurs utilisateurs, les décisions de l’Autorité et la politique gouvernementale soutiennent et encadrent les conditions d’accès par voie de cofinancement. Ce dernier est, en effet, considéré comme un moyen favorisant le déploiement du très haut débit. Le cofinancement repose sur l’acquisition de droits d’usage des lignes très haut débit déployées dont le paiement indépendant de l’activation ou non de lignes très haut débit vient soutenir l’effort d’investissement de l’opérateur déployeur. Inversement, les offres activées ne participent pas à l’effort d’investissement, l’opérateur déployeur ne percevant une rémunération qu’en contrepartie des lignes activées par les opérateurs commerciaux faisant intégralement supporter le risque de déploiement à l’opérateur déployeur. En conséquence, alors que les réseaux très haut débit ne couvrent qu’imparfaitement leurs zones de déploiement et restent sporadiques à l’échelle des communes ou agglomérations, les offres activées constitueraient dans un premier temps un moyen facile d’accès au très haut débit pour les opérateurs commerciaux au détriment du financement des déploiements.

En second lieu, au vu des conditions tarifaires de l’accès passif au très haut débit et de l’absence de tout encadrement de ces dernières, imposer une telle obligation serait un moyen pour les opérateurs qui déploient d’inciter par des hausses tarifaires les opérateurs cofinanceurs à une bascule vers des offres activées. Or, Iliad estime que la dynamique concurrentielle sur le segment du très haut débit entre, d’un côté, les opérateurs disposant d’accès activés et, de l’autre côté, de l’opérateur déployeur disposant d’un accès passif serait identique à celle du haut débit dans les mêmes conditions : l’opérateur historique qui est l’opérateur déployeur a plus de 70/80% de parts de marché, les autres opérateurs se partagent difficilement 20/30% de parts de marché voire disparaissent du marché. Aucun élément ne permet d’affirmer que sur le segment du très haut débit le même phénomène ne se reproduira pas.

